

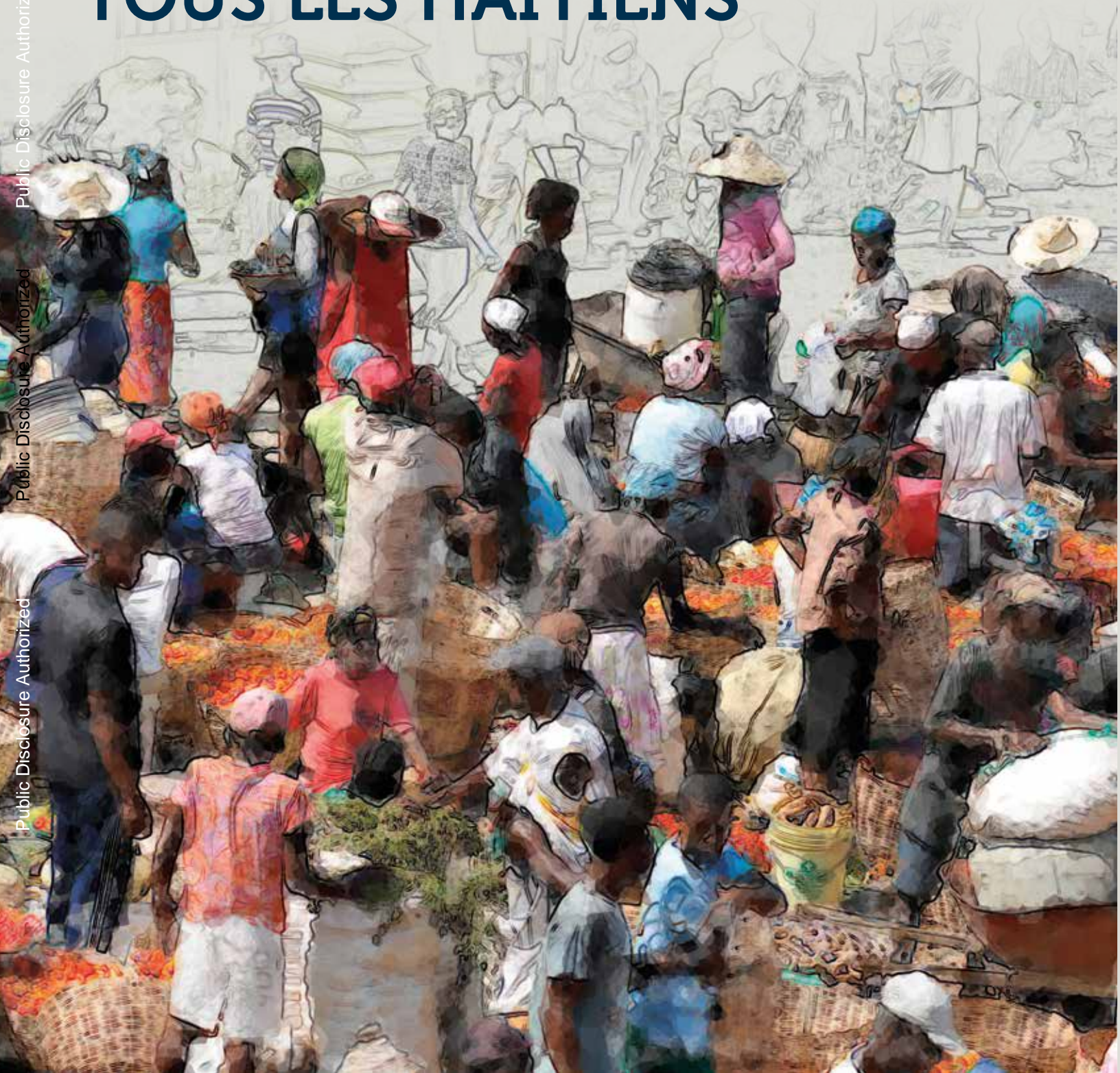
PROMOUVOIR DES OPPORTUNITÉS POUR TOUS LES HAÏTIENS

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized



Groupe de la Banque Mondiale en Haïti

En Haïti, le Groupe de la Banque mondiale (GBM) soutient les efforts du gouvernement haïtien pour réduire la pauvreté, limiter la vulnérabilité du pays aux catastrophes naturelles, reconstruire les infrastructures essentielles, renforcer le capital humain, promouvoir une croissance décentralisée et inclusive, et améliorer la gouvernance. Le GBM canalise l'ensemble de ses financements par l'intermédiaire des pouvoirs publics et plus de 75 % des projets financés par la Banque sont attribués à des entreprises haïtiennes.

« Malgré le séisme de 2010, une série d'ouragans et la volatilité du contexte politique, Haïti a enregistré des progrès majeurs dans la lutte contre la pauvreté, et le taux d'extrême pauvreté est tombé de 31 % en 2000 à 24 % en 2012. C'est une victoire pour le peuple haïtien et celle-ci devrait nous permettre d'espérer que la situation pourra continuer d'être améliorée ».

Mary Barton-Dock, Envoyée spéciale de la Banque mondiale en Haïti



Principaux chiffres

Le portefeuille de la Banque mondiale en Haïti comprend 13 projets, pour un engagement total de 718 millions de dollars (chiffres d'août 2016)

Depuis le séisme, les financements de l'Association Internationale de Développement (IDA) de la Banque mondiale ont joué un rôle majeur dans le redressement d'Haïti, l'IDA ayant alloué une subvention exceptionnelle de 500 millions de dollars. Principaux résultats du soutien du GBM en Haïti :

- **Inspection de 450 000 bâtiments** à Port-au-Prince pour garantir leur sécurité après le séisme ;
- **Subventions au loyer à plus de 50 000 personnes** pour les aider à déménager de camps d'hébergement temporaires vers des logements sûrs ;
- **Amélioration des infrastructures au profit de plus de 200 000 personnes** – travaux en cours dans des quartiers

de la capitale pour élargir les rues, améliorer l'éclairage et renforcer les berges ;

- **Financement de 437 905 exemptions de frais de scolarité pour enfants défavorisés inscrits en primaire**, fourniture de repas chauds quotidiens de qualité à plus de 372 359 élèves à l'école primaire et soutien financier permettant la réouverture de 2 824 écoles après le séisme de 2010 ;
- **Traitement contre le choléra et formation à la prévention pour près de trois millions d'Haïtiens ;**
- **5 000 emplois créés et 5 000 emplois supplémentaires préservés par la Société Financière Internationale (IFC)**, bras du secteur privé du GBM ;
- **Aide à la formation** de près de 3 000 dirigeants et entrepreneurs ;
- **Fourniture d'une assurance contre les catastrophes naturelles à 70 000 entrepreneurs** par le biais d'un partenariat entre l'IFC et l'entreprise haïtienne de micro-financement MiCRO/Fonkoze.



Éducation

Selon le rapport « Investir dans l'humain pour combattre la pauvreté », l'accès à l'éducation des enfants de six à 14 ans est passé de 78 % en 2001 à 90 % en 2012. Les enfants des ménages pauvres ont toutefois un accès plus limité à la scolarisation et sont souvent trop âgés pour les classes dans lesquelles ils sont placés. Grâce au **projet Éducation pour tous, la Banque mondiale et ses partenaires (le Partenariat mondial pour l'éducation et le Fonds de reconstruction d'Haïti)** ont permis à des centaines de milliers d'Haïtiens de milieux défavorisés d'être scolarisés, en finançant des exemptions

de frais de scolarité et en fournissant un soutien éducatif et un programme d'alimentation en milieu scolaire qui distribue quotidiennement des repas gratuits. Le projet Éducation pour tous insiste sur la qualité de l'éducation en soutenant la formation des enseignants et la préparation des matériels pédagogiques. À ce jour, le projet a financé :

- 437 905 exemptions de frais de scolarité, permettant ainsi la scolarisation d'environ 180 000 jeunes ;
- La fourniture de repas quotidiens chauds et de qualité à plus de 372,359 élèves ;
- Des subventions pour plus de 2 800 écoles qui ont ainsi pu ré-ouvrir à la suite du séisme de 2010.



90%

des enfants en âge d'aller à l'école sont scolarisés



Moins de 60%

des élèves atteignent la dernière année du primaire




Développement urbain et logement


Les zones urbaines ont connu un développement rapide au cours des deux dernières décennies, malgré une absence quasi-totale de planification urbaine ou de régulation de cette croissance. Bon nombre de ceux qui s'installent dans des quartiers urbains souffrent de la pauvreté, du chômage et d'un accès limité aux services publics. Le **projet de Reconstruction des quartiers défavorisés et le projet de Développement communautaire participatif en milieu urbain** ont pour but d'améliorer les infrastructures et les services communautaires de base dans des quartiers durement touchés par le séisme. Ils interviennent notamment en réparant et en reconstruisant les logements, et en subventionnant les loyers pour faciliter le relogement des personnes déplacées. Les principaux résultats des projets incluent :

- Subventions au loyer afin d'aider plus de 50 000 personnes à déménager de camps d'hébergement vers des logements sûrs
- Amélioration des infrastructures pour plus de 200 000 personnes dans des quartiers touchés par le séisme, notamment par l'élargissement des rues, l'amélioration de l'éclairage et le renforcement des berges
- Plus de 400 sous-projets sélectionnés et mis en œuvre par les communautés pour combler les lacunes en termes d'accès aux services et infrastructures, améliorant ainsi les conditions de vie de plus de 270 000 personnes :
 - Des réverbères solaires ont fourni l'accès à l'électricité à près de 120 000 personnes ;
 - 130 000 personnes bénéficient de points de traitement et de distribution d'eau ;
 - Plus de 100 initiatives génératrices de revenus ont été lancées.



Seul
64% — 

des Haïtiens a
accès à un point
d'eau amélioré et

28% — 

à un système
d'assainissement
adéquat



Infrastructures et gestion des risques de catastrophe

Plus de 93 % de la superficie d'Haïti et plus de 96 % de sa population sont exposées à un ou plusieurs risques de catastrophe naturelle. Haïti se classe au cinquième rang mondial en termes d'exposition aux risques. Pour lutter contre ce problème, les projets **Relèvement d'urgence des infrastructures et des institutions et Renforcement des services hydrométéorologiques** consolident les capacités du pays à répondre aux catastrophes ainsi que la résistance des infrastructures de transport essentielles. Ce soutien a inclus :

- Inspection de 450 000 bâtiments à Port-au-Prince après le séisme et aide à l'élaboration et à la diffusion de codes de construction pour la reconstruction des maisons et des bâtiments publics ;
- Remise en état de la route reliant Port-au-Prince à Jacmel, permettant ainsi à un demi-million d'Haïtiens vivant dans le sud du pays de rester connecté à la capitale ;
- Fourniture d'une assurance contre les catastrophes naturelles à 60 000 micro-entrepreneurs à faible revenu de sexe féminin par le biais du partenariat IFC/Micro/Fonkoze.



Santé, protection sociale, eau et assainissement

Parmi les femmes haïtiennes les plus pauvres, moins d'une sur dix accouche avec l'aide d'un travailleur de santé qualifié.

Les maladies d'origine hydrique dues à une hygiène ou un assainissement de mauvaise qualité tuent plus d'enfants de moins de cinq ans que le VIH, le paludisme ou la rougeole réunis. Seul 64 % des Haïtiens a accès à un point d'eau amélioré et 28 % à un système d'assainissement adéquat.

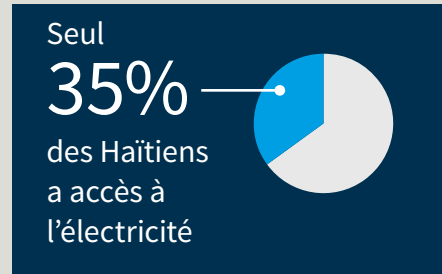
Dans ce contexte, la Banque mondiale a lancé deux nouveaux projets : **le projet d'Amélioration de la santé maternelle et infantile** qui fournit des services de santé maternelle aux mères et aux enfants de moins de cinq ans et a une composante spéciale pour la prévention contre et le traitement du choléra ; et le **projet d'Approvisionnement en eau et d'assainissement durable en milieu rural et dans les petites villes** dont l'objectif est d'améliorer l'accès aux services d'eau et d'assainissement dans les zones fortement touchées par le choléra :

- Plus de trois millions de personnes ont bénéficié d'une éducation sanitaire et d'une formation à la prévention du choléra ;
- Plus de 600 000 personnes ont reçu des produits pour le traitement de l'eau et/ou du savon ;
- 6 000 agents de santé, d'hygiène et autres personnels médicaux ont reçu une formation professionnelle.
- 200 centres de traitement du choléra et postes de réhydratation orale ont reçu du personnel ou des équipements ;
- Près de 60 000 personnes vivant au sud d'Haïti ont obtenu un meilleur accès à l'eau potable ;
- La Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement a lancé sa première feuille de route sur l'assainissement afin de sensibiliser et d'inciter les ménages à construire ou entretenir leurs propres toilettes.

Électricité

Seulement 35 % des Haïtiens a accès à l'électricité. Dans les zones rurales, ce pourcentage est encore plus faible, à 11%. **Le projet de Reconstruction des infrastructures énergétiques et restauration de l'accès** s'efforce d'améliorer l'accès à l'électricité et la qualité de celle-ci, de renforcer la gestion de l'entreprise publique d'électricité et de réduire progressivement les transferts publics. Il vise également à élargir l'accès en intégrant les énergies renouvelables dans les réseaux d'électricité. Avec le soutien du GBM :

- E-Power, première entreprise privée de production d'électricité d'Haïti, a augmenté de 35 % ses capacités installées de production d'électricité à Port-au-Prince et sa région, et produit désormais de l'électricité pour 1,59 million de clients ;



- Le ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle fournit de l'électricité à 500 écoles de zones rurales ;
- 18 000 personnes bénéficient de nouveaux réverbères alimentés à l'énergie solaire installés à Port-au-Prince ;
- Le Ministre des Travaux publics, Transports et Communications a lancé une nouvelle unité de production d'énergie.

Agriculture

Près de 80 % des ménages haïtiens qui travaillent exclusivement dans le secteur agricole sont pauvres. Pour augmenter les revenus et les opportunités dans ce secteur, le **projet de Renforcement des services publics agricoles** finance des activités pour améliorer les services publics agricoles, y compris les subventions, dans le but de dynamiser le rendement productif et les revenus de la population rurale. Il s'appuie sur une approche communautaire pour soutenir le développement de petites infrastructures agricoles :

- À La Plaine des Cayes, 3 000 agriculteurs ont reçu une formation et des bons pour financer partiellement les coûts du travail, des engrais et des pesticides, ce qui a contribué à augmenter les récoltes et à étendre les surfaces cultivées ;
- Depuis 2014, les pouvoirs publics ont, avec l'appui de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement (BID), eu recours au marquage pour améliorer la traçabilité de 750 000 têtes de bétail du cheptel haïtien (1,3 million de bêtes). Chaque tête de bétail est inscrite sur un registre en ligne avec des informations sur son propriétaire, ce qui aide à réduire le risque de vol et à planifier les campagnes de vaccination ainsi que d'autres initiatives visant à atténuer les flambées de maladies.





Développement régional

Pour redynamiser l'économie et soutenir la vision des pouvoirs publics d'une croissance inclusive et d'une décentralisation à la suite du séisme, le GBM investit également dans des pôles de croissance régionaux :

- Le **projet de Développement régional de la boucle Centre Artibonite** offre à quelque 190 000 producteurs, investisseurs et membres d'organisations agricoles un accès élargi aux marchés et aux services régionaux et locaux. L'objectif du projet est d'attirer les investissements publics et privés, et de renforcer la résilience aux chocs climatiques ;
- Le **projet de Préservation du patrimoine et d'Appui aux services touristiques dans le Nord d'Haïti** bénéficiera à près de 35 000 habitants grâce à une amélioration des infrastructures, des opportunités économiques et une aide pour l'organisation d'événements culturels ;
- Le soutien de la Banque permettra également de rénover le Parc national historique qui inclut la Citadelle Henri, le Palais Sans Souci, la Chapelle Sans Souci et les bâtiments des Ramiers.



Gouvernance économique

Le renforcement de l'efficacité, de la durabilité et de la transparence des services publics constitue un pilier transversal des activités de la Banque mondiale en Haïti :

- Après le séisme, la Banque mondiale a aidé plusieurs agences gouvernementales à poursuivre leurs activités en achetant des équipements, comme des ordinateurs, et en dispensant des formations aux nouveaux responsables publics ;
- La Banque a aussi accru ses efforts pour renforcer les capacités de l'Institut haïtien de statistique et d'informatique, et des ministères de tutelle en matière de collecte et d'analyse de données, ce qui a permis d'établir la première évaluation de la pauvreté depuis 2001 et le premier examen des dépenses publiques depuis 30 ans.



Pendant près de deux ans après l'effondrement du pont Mirebalais, les étudiants, les patients, les commerçants et d'autres voyageurs ont dû utiliser des embarcations de fortune, des ânes et, plus tard, des motos pour traverser la rivière. La traversée était particulièrement difficile pour les enfants, les malades et les femmes enceintes. L'aide de la Banque mondiale a facilité la construction d'un nouveau pont dont l'impact est visible. Judeline, patiente à l'hôpital, est heureuse de ne plus avoir à utiliser une moto qui les secouait violemment, elle et sa fille, au passage du gué. « Aujourd'hui, je peux marcher jusqu'à l'hôpital avec mon enfant. Les voitures passent d'un côté et nous de l'autre » raconte-t-elle.



Secteur privé

Dans un contexte économique difficile, le GBM a mis en place un **projet de Développement des affaires et des investissements** pour promouvoir des réformes visant à améliorer le climat d'investissement en Haïti, à développer un secteur privé plus inclusif et à créer des emplois tout le long de la chaîne de valeur de produits comme le café, le cacao, les mangues et les avocats. Le projet s'appuie sur une collaboration permanente avec les producteurs, les entrepreneurs et d'autres partenaires locaux, tant du secteur public que privé, afin d'identifier les formations et les services – systèmes organisés de stockage, d'emballage et de transport, par exemple – dont ils ont besoin pour affiner leur plan d'activité et améliorer, commercialiser et exporter leurs produits.

L'IFC œuvre pour créer des emplois, élargir l'accès aux infrastructures de base et proposer des opportunités génératrices de revenus. Par le biais de ses programmes de conseil, l'IFC privilégie la création d'un environnement plus attractif pour les investisseurs et les micros, petites et moyennes entreprises :

- Codevi, entreprise de fabrication de vêtements, est l'un des plus importants employeurs du secteur privé en Haïti. Cette société emploie près de 7 000 travailleurs et génère des profits indirects pour 30 000 personnes ;
- Près de 3 000 entrepreneurs et dirigeants ont reçu une formation aux affaires par l'intermédiaire de SOFIHDES, partenaire de Codevi.

Quinze ans après avoir lancé sa première affaire – un café Internet – Sharline Du Buisson est aujourd'hui propriétaire d'une petite entreprise qui effectue des transferts d'argent et vend des téléphones mobiles. Sharline, qui a bénéficié d'une formation en gestion des affaires, considère que ses perspectives économiques se sont améliorées et déclare : « les opportunités sont nombreuses ici ».



Optimiser l'impact des programmes du Groupe de la Banque mondiale

Tout en travaillant avec les pouvoirs publics haïtiens, le secteur privé et la société civile, le GBM tente d'optimiser l'impact de ses activités à travers le partage de connaissances et en augmentant la portée des efforts d'autres organisations internationales, comme la BID, l'USAID, l'UNICEF, l'UNESCO, l'Union européenne, la Coopération suisse et l'AECID espagnole, ainsi que les pouvoirs publics canadiens.



Publications

Le **Diagnostic-pays systématique « Haïti : des opportunités pour tous »** étudie les principales opportunités et les principaux obstacles à une croissance plus rapide, pérenne et inclusive dans le pays. En s'appuyant sur des analyses et une série de consultations de parties prenantes essentielles, le rapport souligne qu'une croissance économique plus rapide ne suffira pas à elle seule pour améliorer le niveau de vie de la plupart des Haïtiens et propose des priorités clés pour reconstruire le contrat social entre l'État haïtien et ses citoyens.

Le rapport « **Mieux dépenser, Mieux servir** », **première revue des dépenses publiques d'Haïti en près de 30 ans**, examine les finances publiques du pays au cours de la dernière décennie et propose des solutions pour améliorer l'efficacité des dépenses publiques afin de sortir la population de la pauvreté. Alors que l'aide des donateurs et l'accès à des financements concessionnels ont soutenu une certaine croissance après le séisme et contribué à l'amélioration des services publics, Haïti doit désormais passer à la vitesse supérieure. Avec le déclin de l'aide, il conviendrait de s'efforcer de mobiliser davantage de ressources internes, en améliorant l'efficacité des dépenses publiques et en préservant les fragiles progrès sociaux du pays.

Le rapport « **Haïti : Investir dans l'humain pour combattre la pauvreté** », **première évaluation de la pauvreté du pays depuis le séisme de 2010**, souligne qu'entre 2000 et 2012, l'extrême pauvreté a reculé en Haïti de 31 % à 24 % au niveau national et de 20 % à 5 % dans la région de Port-au-Prince. Pourtant, la pauvreté demeure élevée et l'accès aux services de base et leur qualité reste un problème majeur, en particulier dans les zones rurales. Plus de six millions d'Haïtiens – près de 60 % de la population – vivent avec deux dollars par jour, voire moins, et les 20 % des ménages plus riches détiennent 64 % de la richesse nationale. L'analyse considère que les principaux facteurs à l'origine de la réduction de la pauvreté depuis 2000 ont été : l'augmentation des emplois relativement bien rémunérés dans la construction, les transports et les télécommunications, en particulier dans la région de Port-au-Prince, ainsi que d'importants flux de transferts d'argent et l'aide internationale.



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Bureau de la Banque mondiale en Haïti

7, rue Ogé, Pétionville

+509 2812 2200

www.banquemondiale.org/fr/country/haiti

Text: Christelle Chapoy and Berdine Edmond

Photo credit: Berdine Edmond, iStock.com

Date: Octobre 2016

« *Tout candidat, tout homme d'affaires, tout électeur doit avoir ce rapport de la Banque mondiale sur Haïti et le lire* » a déclaré **Frantz Duval, Rédacteur en chef du journal «Le Nouvelliste** ».